



## Italie: Un économiste du FMI formera un gouvernement technocratique

Par [Peter Schwarz](#)

Mondialisation.ca, 30 mai 2018

[WSWS.org](http://WSWS.org)

Région : [L'Europe](#)

La tentative de former un gouvernement en Italie du mouvement de protestation Cinq étoiles (M5S) et de la Lega d'extrême droite a échoué, pour le moment. Giuseppe Conte, nommé par les deux partis et mandaté par le président Sergio Mattarella de former le gouvernement, a renoncé à son mandat dimanche soir après seulement quatre jours.

La raison de la démission de Conte est le refus de Mattarella de nommer Paolo Savona, 81 ans, au poste de ministre des Finances et des Affaires économiques. Le président avait accepté toutes les autres propositions ministérielles, mais il a rejeté Savona au motif qu'il projetait la sortie de l'Italie de l'euro.

Mattarella a déclaré qu'il était résolu à protéger les épargnants en Italie, soulignant la prime de risque accrue sur les titres du gouvernement italien et les pertes sur les marchés boursiers suite à la réaction des marchés financiers quant à la perspective d'un gouvernement eurosceptique. Après la démission de Conte, la volatilité sur les marchés financiers s'est calmée.

Savona est une figure de l'*establishment* italien. Le professeur d'économie à la retraite a siégé au conseil d'administration de diverses banques et entreprises et était le directeur général de l'association des employeurs et ministre de l'industrie sous Carlo Azeglio Ciampi. Mais il considère désormais l'adhésion italienne à l'Union européenne (UE) comme une «erreur historique» et l'euro comme une «cage allemande» dans laquelle l'économie italienne est piégée.

Lundi, Mattarella a désigné un homme qui représente exactement le contraire pour former le gouvernement. Carlo Cottarelli est un fervent partisan de l'euro et de l'austérité européenne. Après sa nomination, l'homme de 64 ans a promis qu'un gouvernement formé par lui-même suivrait un cours pro-européen. La participation de l'Italie dans la zone euro était «d'une importance fondamentale», a-t-il déclaré. «Un gouvernement sous ma direction garantirait une approche prudente du budget», a-t-il ajouté.

Cottarelli a travaillé pour la Banque nationale italienne dans les années 1980, puis a passé plus de 25 ans à des postes de premier rang au sein du Fonds monétaire international (FMI). En 2013, il a été «commissaire aux économies» au sein du gouvernement du Parti démocrate (PD) d'Enrico Letta et a élaboré un plan d'austérité draconien pour l'appareil d'État.

Maintenant, Cottarelli doit former un gouvernement soi-disant technocratique d'experts

sans étiquette de parti, qui adoptera un budget et se préparera aux élections au printemps de 2019. Cependant, il a besoin d'une majorité parlementaire pour cela, qu'il n'obtiendra probablement pas. Jusqu'à présent, seul le PD au pouvoir a accepté de soutenir un gouvernement de transition sous la direction de Cottarelli. Il est donc probable que de nouvelles élections aient lieu au début de l'automne de cette année.

La Lega et le M5S avaient tous deux refusé de proposer une alternative à Savona, comme c'est la coutume en Italie, où le président dispose d'un droit de veto sur chaque ministre. Au lieu de cela, ils exploitent l'intervention de Mattarella au nom des marchés financiers, qui a été accueillie à Bruxelles, Berlin et Paris, pour faire un appel populiste et nationaliste de droite.

Le patron de M5S, Luigi Di Maio, a parlé d'un problème pour la démocratie et a menacé Mattarella de destitution.

Matteo Salvini, dirigeant de la Lega, a qualifié l'ancien responsable du FMI Cottarelli de «représentant de ces puissances [ ...] devant qui l'Italie devrait s'incliner». La Lega ne cédera pas au chantage, a-t-il déclaré, ajoutant qu'en Italie, les Italiens ont décidé, pas les Allemands.

Salvini a dit qu'il était maintenant nécessaire «d'aller à Rome», une allusion à la marche de 1922 sur Rome par les forces fascistes de Benito Mussolini.

Pour la Lega de Salvini, de nouvelles élections dans un avenir proche pourraient être opportunes. Il a progressé étonnamment bien lors des élections législatives de mars, obtenant 17 % des voix, et est devenu le troisième parti le plus fort derrière M5S (33 %) et le PD social-démocrate (19 %). Depuis lors, il a dépassé le PD et se situe à 24 % dans les sondages, tandis que le M5S stagne et que le PD continue de perdre des appuis.

La presse financière internationale suppose que la Lega et le M5S émergeront plus forts à la suite de la crise actuelle. Par exemple, le *Financial Times* a écrit: «Le grand danger pour Mattarella est que le M5S et la Lega pourraient ressortir encore plus forts d'une nouvelle élection, car ils insisteraient probablement fortement sur le fait que dans la campagne électorale ils se sont vus refuser le droit de gouverner.»

La *Neue Zürcher Zeitung* a commenté: «Maintenant, les populistes accusent amèrement le président de saper la démocratie et la liberté en Italie et évoquent un "conflit entre le peuple et le pouvoir". Leurs partisans publient déjà des messages toxiques contre Mattarella sur Internet. Il est même menacé de destitution. La campagne électorale a commencé et elle sera probablement beaucoup plus agressive que la précédente.»

Le journal belge *De Tijd* a déclaré: «Il y a un danger que l'attitude de principe du président Sergio Mattarella n'ait pas empêché la catastrophe, mais l'ait seulement aggravée. Ceux qui pensaient que la crise de l'euro avait été surmontée pourraient être obligés de refaire leurs devoirs. L'été chaud dans le sud de l'Europe a commencé.»

La Lega et le M5S exploitent l'indignation populaire face à la politique d'austérité de l'UE, qui a conduit, depuis la crise financière de 2008, à une pauvreté de masse et au chômage des jeunes de plus de 30 % en Italie. Mais, comme le *World Socialist Web site* a [écrit](#) le 23 mai (article en anglais), «dans le conflit entre la classe ouvrière et le capital, la Lega et le M5S se rangent fermement du côté de ce dernier». Ils poursuivent simplement un cours

nationaliste plus agressif que les gouvernements italiens précédents, qui ont toujours été fidèles à l'UE.

Le programme gouvernemental conjoint du M5S et de la Lega prévoyait d'énormes baisses d'impôts pour les riches et l'élimination de dizaines de milliers d'emplois dans la fonction publique, tandis que les réformes sociales annoncées, qui suscitaient l'indignation dans les capitales européennes, étaient en fait une supercherie.

Les deux partis ont signalé aux banques qu'ils acceptaient leurs conditions. Ils avaient déjà abandonné la demande d'une sortie de l'euro avant que Mattarella ne les mandate de former un gouvernement. Et le premier ministre désigné Conte a rencontré le chef de la banque centrale Ignazio Visco pour le rassurer de sa loyauté avant de soumettre sa liste ministérielle à Mattarella.

Ce qui distingue la Lega et, dans une moindre mesure, le M5S, c'est leur campagne effrénée contre les réfugiés. Leur programme de gouvernement prévoyait l'internement et la déportation de centaines de milliers de réfugiés. Cette chasse aux sorcières sert à attiser l'hystérie chauvine, à renforcer les forces fascistes, à accroître les pouvoirs de l'appareil d'État et à attaquer les droits démocratiques et sociaux de toute la classe ouvrière. Il n'y a pas eu de critique à ce sujet dans les capitales ou les médias européens, car cette politique est devenue la politique consensuelle de la bourgeoisie européenne.

(Article paru en anglais le 29 mai 2018)

La source originale de cet article est [wsws.org](http://www.wsws.org)  
Copyright © [Peter Schwarz, wsws.org](http://www.wsws.org), 2018

---

Articles Par : [Peter Schwarz](http://www.wsws.org)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)